

forces françaises

LE NUMERO : 75 CENTIMES

Abonnements : Un an 32 fr. - 6 mois 17 fr.

DEUXIEME ANNEE. - Nouvelle Série. - N° 1.

ORGANE DE RENOVATION NATIONALE ET DE SALUT PUBLIC

Directeur : Georges DELHAUME

REDACTION ET ADMINISTRATION :
9, CITE DU RETIRO - PARIS (VIII)
Téléphone : Anjou 60-91 ; 60-92 ; 60-93

SAMEDI 22 AVRIL 1939.

PERFIDIE SOVIETIQUE !

« La reprise directe d'une action révolutionnaire ne sera possible que si nous réussissons à exploiter les antagonismes entre les Etats capitalistes pour les précipiter dans une lutte armée.

L'enseignement de Marx, Engels, Lénine nous apprend qu'une révolution sortira automatiquement d'une guerre générale entre ces Etats.

Le travail principal de nos partis, frères communistes, doit consister à faciliter un pareil conflit. »

(Discours de Staline du 20 Mai 1938, aux membres du Comité directeur de l'Internationale Communiste.)

Prenez un Français, qu'il soit du peuple ou de la politique, ou bien de l'élite intellectuelle, faites-lui lire le texte du pacte franco-soviétique du 2 mai 1935, vous pouvez parler, sans craindre de perdre, qu'il n'y comprendra rien.

Les cinq articles qui le composent sont rédigés dans une langue pleine de réticences, de renvois inessants au pacte de la S.D.N., le tout si obscur qu'il est malaisé de critiquer et de conclure.

Par surcroît, le traité est gratifié d'un protocole qui assène le coup de grâce au lecteur.

Nous n'avons pas échappé à la règle commune, mais notre devoir d'informateurs sérieux et impartiaux était de fouiller les textes et de nous documenter, tant près du négociateur lui-même, que près des milieux compétents.

Nous l'avons fait. Et pour aussi abrutissant qu'il soit, le résultat de nos recherches, de nos entretiens et de nos travaux n'en est pas moins concluant :

Le pacte franco-soviétique de 1935 n'engage pas plus la France à l'égard des Soviets qu'il n'engage ceux-ci envers nous.

Expliquons-nous.

Lorsque le Président Laval recueillit la succession de Louis Barthou, la négociation diplomatique relative au pacte était déjà fort avancée.

DEUX POIDS, DEUX MESURES ?



Après la question de Memel, il faut s'attendre à voir poser celle de Danzig. Elle est d'ailleurs pratiquement posée entre la Pologne et le Reich si l'on en croit certains informateurs.

Et l'on va jusqu'à dire que l'Angleterre aurait demandé à la France d'appuyer son action, pour au besoin s'opposer par la force au rattachement de Danzig à l'Allemagne.

Qu'on nous permette de sourire.

On M. Chamberlain était gâteux lorsqu'il donna son aval à la solution soviète, et alors il est logique avec lui

même en refusant aujourd'hui ce qu'il acceptait hier ; ou bien il jouit de la plénitude de ses facultés et cherche une mauvaise querelle au Reich.

Danzig, territoire allemand, est peuplé d'Allemands dans la proportion de 100 pour cent. De plus il a été attaché à l'Allemagne en 1919.

Que les Anglais épilourent là-dessus à longueur de journée. Qu'ils envoient sur place s'ils le veulent 2 ou 300.000 (?) soldats, c'est leur affaire.

Mais pour nous, la cause est jugée. Il n'y a pas deux poids ni deux mesures. Ce qui était vrai pour les Suédois et Memel l'est également pour Danzig.

Par ailleurs, il serait parfaitement stupide et ridicule de pousser les Polonais à une intranquillité totale, alors que si l'on en croit certains informateurs, une entente entre le Reich et la Pologne serait sinon imminente du moins fort probable, qui réglerait définitivement le sort de Danzig.

Jacques BONHOMME.

Mais l'accord éventuel avec les Soviets faisait partie d'une vaste construction d'ensemble pour la réalisation d'un Locarno oriental, où devait entrer avec la France et la Russie, la Pologne et l'Allemagne.

Or, Allemagne et Pologne refusèrent leur participation.

L'attitude de la première n'étonna personne puisqu'aussi bien, le pacte qu'on lui demandait de signer était en réalité dirigé contre elle.

Quant à nos amis Polonais, leur refus procéda de leur volonté : de ne pas se commettre avec les Soviets et aussi de se garder de la peste bolchevique. Ils connaissent infiniment mieux que nous la Russie sous la tyrannie de laquelle ils ont trop longtemps vécu. A dire vrai, personne ne la connaît mieux qu'eux. Et lorsqu'il s'agit de leurs rapports avec elle, ils n'ont nul besoin qu'un pays occidental émette la prétention de leur donner des directives pour la réalisation d'une entente avec elle.

On comprend, dans ces conditions, le peu d'enthousiasme du Président Laval à poursuivre les négociations engagées par son prédécesseur, AVEC LE SEUL GOUVERNEMENT DE MOSCOU.

Les Russes ne demandaient rien moins qu'une alliance pure et simple liant impérativement les deux Etats, par l'obligation automatique pour la France de leur porter secours dans l'éventualité d'une guerre dirigée contre eux.

M. Laval refusa net d'entrer dans cette voie, et c'est là l'unique raison des rancunes et des ressentiments qui se sont amassés contre lui pour provoquer sa chute.

Quoi qu'il en soit, le contrat signé ne contient pas la moindre trace de l'automatisme en cas d'agression, puisqu'il vient du commencement à la fin s'insérer dans le cadre du Pacte de la S.D.N.

Autrement dit, nous ne sommes personnellement engagés à rien tant que l'Assemblée de Genève ne s'est pas prononcée, cette dernière formant ainsi entre nous et les Soviets un véritable écran de protection.

Mais si le pacte est ainsi vidé de son venin et de sa substance, on peut se demander à quoi il sert.

Pourquoi diable s'être donné tant de mal pour accoucher de ce monstre qui n'offre aucun avantage et présente, en revanche, toutes sortes d'inconvénients ?

La plupart des raisons invoquées en sa faveur sont les mêmes qui sont exposées par les avocats d'une éventuelle alliance franco-russe.

On nous raconte que les Russes ont une armée formidable (voir notre article sur l'armée rouge) mais, même si cela était vrai, encore faudrait-il que les pays limitrophes de la Russie consentent à introduire les hordes rouges sur leur territoire.

Or, la Pologne et la Roumanie considèrent que l'U. R. S. S. est plus dangereuse comme alliée que comme ennemie. C'est un fait contre lequel personne ne peut rien.

Aussi, lorsque l'Angleterre s'efforce de fabriquer une coalition contre l'Allemagne en oubliant cette vérité élémentaire, elle conduit sa tentative à un échec certain en voulant y inclure la Russie soviétique.

Polonais et Roumains ne veulent pas plus être germanisés dans la défaite, que bolchévisés dans la victoire, voilà la vérité !

Cette vérité-là, il semble bien que le gouvernement français l'ait comprise en septembre 1938, et nombreux sont ceux qui, à l'époque, entendirent le Président du Conseil déclarer qu'il ne voulait pas faire la guerre à l'Allemagne pour qu'en bénéficie la révolution mondiale bolchevique.

Mais, hélas ! il paraît que ce qui était vérité hier n'est plus qu'erreur aujourd'hui. Par une inconcevable aberration ou plutôt parce que notre politique étrangère est à la remorque de celle de Londres, le gouvernement français serait-il décidé à la réalisation d'une alliance franco-anglo-russe ?

Si cela est, lorsque les Soviets auront décidé du jour J et de l'heure H de la révolution mondiale, il leur suffira simplement d'envoyer une escadrille bombarder la Prusse orientale, ou d'expédier par le fond de la Baltique un quelconque navire allemand.

Ce jour-là, l'Internationale Communiste aura atteint son objectif qui est de faciliter « une guerre générale » pour qu'en « sorte la révolution ».

(Lire la suite en deuxième page)

EN 2° PAGE :

LE BLUFF DE L'ARMÉE ROUGE

EN 3° PAGE :

LA GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE

EST-ELLE FATALE ?

EN 4° PAGE :

JOHN BULL, L'EMBUSQUE N° 1 DE

LA PROCHAINE DERNIERE

CEUX DE LA POLITICAILLE :

HENRI DE KERILLIS

PERFIDIE SOVIETIQUE !

(Suite de la première page)

En souscrivant à l'alliance franco-anglo-russe, la France devient le soldat des Soviets, serait par là même sa complice dans son œuvre de destruction des régimes d'ordre et de liberté, puisque l'U.R.S.S. veut la guerre pour réussir sa révolution mondiale, ainsi que STALINE avait le front de l'exprimer publiquement le 20 mai 1938, dans son discours aux membres du Comité directeur de l'Internationale Communiste.

Nous citons :

« La reprise directe d'une action révolutionnaire d'envergure ne sera possible que si nous réussissons à exploiter les antagonismes entre les Etats capitalistes pour les précipiter dans une lutte armée. »

« L'enseignement de Marx, Engels, Lénine nous apprend que une révolution sortira automatiquement d'une guerre générale entre ces Etats. »

« Le travail principal de nos partis, frères communistes, doit consister à faciliter un pareil conflit. »

« Ceux qui ne comprennent pas cela n'ont rien assimilé des enseignements du marxisme révolutionnaire. »

« L'espère que vous saurez rappeler cela aux camarades dont vous dirigez l'action. »

Un tel texte se passe de commentaires, puisqu'aussi bien STALINE avoue son désir de faciliter une guerre générale, et nous avons tout lieu d'en conclure qu'il n'hésiterait pas à se servir d'une alliance franco-anglo-russe pour essayer de la faire éclater, comme il s'est servi des affaires éthiopiennes, tchéco-slovaque et espagnole.

EXEMPLE ETHIOPIEN.

Le 20 septembre 1936, l'Éthiopie était conquise, la Société des Nations se réunissait en session annuelle, et l'Assemblée délibérait pour savoir s'il convenait ou non d'accueillir la délégation éthiopienne.

Une solution s'imposait par son évidente simplicité. L'Abyssinie ne pouvait être rayée de la liste des membres sans négociations ni délibérations, mais sa délégation, ne représentant rien ni personne, il aurait dû lui être refusé de siéger.

Quoi qu'il en soit, par 39 voix contre 4 et 6 abstentions, le Roi des Rois fut autorisé à représenter l'Abyssinie devenue terre italienne !

La délégation italienne en tira une conséquence logique en se refusant à délibérer, et le lendemain Rome rappela ses délégués.

Ainsi donc, un courant idéologique imbécille et nettement antitalien emporta une décision que les délégations française et britannique n'eurent pas l'autorité nécessaire pour contrecarrer.

Qui donc provoqua cette intransigence absurde ? La délégation russe. Pourquoi ? Pour écarter l'Italie de Genève, tendre les relations des nations occidentales, ajourner les négociations entre

prises entre elles. Aucun démenti n'est possible, l'accord des témoins étant unanime, Gabriel PERI le confirme d'ailleurs dans l'Humanité, en écrivant que Livinoïff, délégué des Soviets, « Le grand vainqueur de la journée », avait mérité un titre supplémentaire de gratitude des petits peuples ».

EXEMPLE TCHÉCO-SLOVAQUE.

En 1924, le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste (état-major des partis communistes mondiaux), vota une série de résolutions provocatrices, véritables mois d'ordre révolutionnaires, destinés à pousser à la révolte contre Prague les minorités tchéco-slovaques et tout spécialement les Sudètes.

Nous en livrons quelques extraits à la méditation des lecteurs, en particulier aux fidèles de l'Humanité, en leur demandant de comparer ces textes, à ceux dont les abreuvait cette feuille en septembre dernier :

« Il n'y a pas de nation Tchéco-Slovaque..., toutes les minorités doivent se séparer... Il faut pousser les Allemands des Sudètes à la séparation. »

Mais, fin 1938, les Soviets conseillent à la Tchéco-Slovaquie de maintenir coûte que coûte l'intégrité de son territoire, cependant que le chef d'orchestre français de l'Internationale Communiste avait l'audace de parler « de notre crime », de « notre trahison » envers les Tchèques.

Toutes les explications du monde ne peuvent rien pour justifier cette éclatante duplicité opportuniste qu'éclaire lumineusement la déclaration de STALINE, plus haut citée, et celle de Jacques DUCLOS, à la tribune de la Chambre :

« Si la guerre éclatait, nous transformerions la guerre impérialiste en guerre d'émancipation ! »

La vérité, c'est donc qu'en 1938 le parti communiste de notre pays a fautaillé désespérément l'opinion française, pour la porter aux derniers excès et à un conflit contre l'Allemagne, tout cela pour avoir sa guerre libératrice et... sa révolution.

EXEMPLE ESPAGNOL.

On sait comment les Soviets intervinrent les premiers en Espagne en y envoyant des soldats russes, des canons, des avions et des munitions.

La riposte devait fatalement venir de la part des Etats totalitaires, c'est bien ce que les Russes escomptaient. Mais ils n'imaginaient pas que l'Angleterre et la France se cantonnaient dans une non-intervention qui, pour aussi relative qu'elle ait été, a maintenu la paix du monde.

Quand les communistes français demandaient l'ouverture de la frontière espagnole, et l'envoi d'armes, de munitions et de troupes, aux gouvernements, ils démasquaient leur jeu, car ils savaient bien que ce serait la guerre immédiate avec l'Italie et l'Allemagne et qu'ils auraient ainsi mérité les compliments de STALINE, qui leur a enjoint : « d'exploiter les antagonismes entre les Etats capitalistes, pour les précipiter dans une lutte armée..., d'où sortira automatiquement la révolution. »

Mais des âmes candides et crédules pourraient être tentées d'imaginer que la politique soviétique s'est modifiée à la lumière des événements actuels.

DMITROV a pris soin, jadis, de nous prévenir que nous n'avions pas à compter sur une telle éventualité, en s'exprimant textuellement comme suit :

« ON NOUS REPROCHIE PARFOIS DE DEVENIR DE NOS PRINCIPES COMMUNISTES, QUELLE BETISE ET QUEL AVEUGLEMENT. NOUS NE SERIONS PAS DES REVOLUTIONNAIRES MARXISTES, LENINISTES, NI DISCIPLES DE MARX, D'ENGELS, LENINE, STALINE, SI NOUS NE SAVIONS PAS MODIFIER ENTIEREMENT NOTRE ACTION EN CONFORMITE AVEC LA CONJONCTURE DU MOMENT. MAIS TOUTS LES DETOURS ET TOUS LES ZIGZAGS DE NOTRE TACTIQUE N'ONT QU'UN BUT : LA REVOLUTION MONDIALE, DEFENDRE LA REPUBLIQUE POUR MIEUX LA CHOURINER... »

Et plus près de nous, le 5 de ce mois d'avril 1939, le fameux MEKHLIS, chef de la direction politique de l'armée rouge, prononçait un discours, reproduit par les « Iessia », dans lequel il nous accusait : « de chercher des alliés et de procéder à la mobilisation dans la panique ».

En même temps, définissant la crise que traverse l'Europe, il affirmait :

« On fait tout pour provoquer une guerre contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. »

Nous adressant à tous ceux qui affectent de croire ou croient sincèrement à une intervention éventuelle en notre faveur de l'Armée Rouge contre l'Allemagne, nous leur demandons si le langage tenu par ce chef de l'armée soviétique est celui d'un homme décidé à combattre nos voisins de l'Est ?

Mais il se charge de répondre pour vous et pour nous, puisqu'aussi bien il termine en rejoignant Staline et Dimitrov :

« L'U. R. S. S., a-t-il déclaré, PEUT ETRE COMPAREE A UN NAVIRE PUISSANT ET INVINCIBLE, QUI NE CRAINTE AUCUNE TEMPETE. SON GRAND CAPITAINE, STALINE, LE MENE A LA LUTTE FINALE ET DECISIVE, A L'ASSAUT DU CAPITALISME, AU TRIOMPHE DU COMMUNISME DANS TOUT L'UNIVERS. »

Done, pas d'alliance militaire avec les Soviets, dont le but avoué est de profiter d'une guerre générale pour déclencher la révolution mondiale bolchevique.

Mais pas d'alliance non plus parce que, par des banqueroutes financières et militaires, l'une aggravant l'autre, l'U.R.S.S. nous a spoliés, abandonnés, trahis sur tous les terrains à la fois.

Sa lâche défection à Brest-Litovsk nous faisait très certainement perdre la guerre sans l'aide des Américains.

Depuis, elle n'a cessé de multiplier les preuves de sa perfidie, tantôt s'alliant avec l'Allemagne à Rapallo, tantôt injuriant la S.D.N., quand elle n'en faisait pas partie, pour la couvrir de fleurs dès qu'elle y a pénétré.

Pas un seul instant l'U.R.S.S. n'a cessé de nous combattre, de toutes ses forces, de tout son argent, propageant l'insurrection et la guerre civile en France et dans l'Empire.

Et c'est à ce pays-là qu'on voudrait lier le sort de la France ?! Allons donc !

LE BLUFF DE L'ARMEE ROUGE

L'armée rouge organisée en 22 corps d'armée présente toutes les apparences de la puissance.

Mais une armée moderne ne vaut que par le rendement du matériel de combat, lequel est naturellement fonction des qualités techniques et tactiques des cadres qui ont la charge de le mettre en œuvre.

La révolution de 1917 avait supprimé les grades et les marques extérieures de respect, mais les chefs de l'Empire bolchevique s'approprièrent à l'usage qu'il leur conviendrait d'avoir d'armes sans hiérarchie, sans autorité. Aussi en 1935 un décret rétablissait les cadres dans leurs prérogatives et leurs fonctions en octroyant aux officiers une situation privilégiée dans la nation pour entretenir leur moral.

Mais on n'improvise nulle part et encore moins dans le domaine militaire. Et alors qu'il faut de longues années pour former un corps d'officiers dignes de ce nom, les Russes ont recruté ceux-ci à la diable parmi des jeunes hommes manquant totalement d'instruction générale.

Mieux encore, depuis des années les journaux annoncent périodiquement l'exécution par trahison : de grands chefs, d'officiers, de soldats des formations de terre, de mer et de l'air.

Etalés au grand jour, les procès retentissants de ces malheureux créent dans l'armée une atmosphère empoisonnée de conspiration et de haine prolongeant l'ère des procès terroristes de l'époque des tsars.

Mais cette épuration permanente ne peut qu'enlever la confiance des troupes

en leurs chefs, confiance sans laquelle il ne peut être envisagé de succès en cas de guerre. Les Maîtres de la Russie s'en sont rendu compte, aussi ont-ils mis en surveillance les généraux commandants d'armée et de régions militaires en leur adjoignant des conseils comprenant des civils, qui contrôlent leurs actes, réduisant ainsi à néant l'autorité et l'initiative de ceux-ci.

Si l'on tient enfin compte des difficultés de transport et d'approvisionnement sur un territoire extrêmement vaste, trop pauvre en voies ferrées et routes, on peut conclure que l'armée rouge a forts effectifs, organisée et équipée à la moderne, mais sans cadres, n'a pas les moyens indispensables pour mettre en œuvre ses conceptions offensives et défensives.

Ainsi donc les hordes soviétiques ne sauraient en cas de conflit nous apporter une aide militaire efficace en combattant victorieusement, pas plus qu'elles ne pourraient fixer les forces d'un ennemi éventuel sur une ligne stratégique précedemment choisie ou improvisée.

GENERAL X...



DU BO

DU BON

DUBONNET

VOILA LE DUBONNET

LA GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE

est-elle fatale ?

Par Georges DELHAUME



La volatilité de la plus artificielle des créations des Traités de Paix vient de nous prouver quelle erreur monstrueuse eût été en septembre dernier que de mettre l'Europe à feu et à sang pour maintenir l'intégrité territoriale de l'Etat Tchécoslovaque, dont par les minorités suédoises, polonaises et hongroises, les Slovaques se sont à leur tour séparés, provoquant ainsi sa dislocation.

Et toute la politique aura beau donner de la voix, une certaine presse aboyer, rien ni personne ne nous fera jamais oublier, comme l'a dit excellemment Pierre Dominique :

« ...Que si M. Bénès, en 1919, N'AVAIT PAS OUTRAGEUSE-
MENT TROMPE LES SLOVAQUES et manqué à l'accord de Pitts-
burg, il y aurait aujourd'hui, non une Tchéco-Slovaquie (les Slo-
vaques n'en ont jamais voulu et Mgr Hlinka est mort en posture
d'opposant) mais une Bohême fédérale, à la fois tchèque, alle-
mande, slovaque, ruthène, hongroise et polonaise, cette Bohême
fédérale qui était parfaitement viable et qui, si l'on avait eu à
Prague et ailleurs l'état d'esprit qu'on a en Suisse, aurait vécu. »

Aussi, l'on reste confondu d'apprendre des Américains que M. Bénès aurait décidé la création d'un gouvernement provisoire Tchécoslovaque ! Négligeant la flétrissure dont l'a marqué la disparition de son Etat, ce croque-mort s'acharne à vouloir se tailler une place sur la scène politique, au lieu de se terrer dans l'ombre pour y attendre la justice des hommes ou celle de Dieu !

Mais passons, car nous avons mieux à faire.

Les événements de mars ont pu surprendre certains, ils n'ont pas pris nos lecteurs au dépourvu, parce que, dès septembre dernier, ILS SAVAIENT qu'il y avait un problème slovaque dont l'importance ne le cédait en rien au problème sudète.

Munich nous avait apporté la paix avec l'Allemagne, mais ne nous avait pas garanti contre l'éventualité de la recrudescence d'une agitation slovaque, vieille de vingt années.

Certes, après septembre, l'unité de ce qui restait encore de la Tchéco-Slovaquie pouvait être sauvegardée, mais seulement dans la mesure où 2.282.000 Slovaques étaient décidés à rester liés à 7.000.000 de Tchèques. Encore fallait-il que Prague tirât la leçon des faits !

Hélas ! Munich n'avait rien appris aux nouveaux gouvernements tchèques qui, tout comme leurs devanciers, paraissaient ignorer que les Slovaques bataillaient depuis plus de vingt ans pour obtenir une indépendance relative dans le cadre de l'Etat.

Un semblant d'autonomie leur avait bien été accordé après la leçon Sudète, mais leurs nerfs tendus à l'extrême par vingt années de lutte contre une oppression impitoyable ne résistèrent pas à l'acte arbitraire du Président Hacha, révoquant leur Président du Conseil, Mgr Tisso.

Et ce furent : la déclaration d'autonomie slovaque, la constitution d'un nouveau gouvernement Tisso, la demande de protection faite au Reich allemand, trois actes, il faut le souligner, APPROUVÉS A L'UNANIMITÉ PAR LA DIETE SLOVAQUE, la Chambre des Députés de l'Etat. Voilà qui répond aux insinuations calomnieuses de ceux qui osent parler de la trahison de Mgr Tisso.

Mais certains pourraient se demander pourquoi Mgr Tisso a-t-il sollicité l'aide et la protection du chancelier Hitler, au lieu de s'adresser à Londres ou à Paris par exemple.

La réponse est d'une lumineuse simplicité. Depuis 1920, les Slovaques luttaient avec une énergie farouche pour que soit reconnu leur droit à l'indépendance « fédérale » GARANTIE PAR LES ALLIÉS EN 1919, sans jamais trouver aucun appui ni près de Londres, ni près de Paris. Aussi, lorsqu'ils invoquèrent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce fut tout naturellement qu'ils allèrent vers celui qui s'était réclamé de ce principe quelques mois plus tôt, et avec lequel par ailleurs ils ont un intérêt évident à rester en relations de bon voisinage : Hitler !

Que pouvait faire Prague devant cette situation nouvelle dont il portait une fois de plus la responsabilité. Se mettre en rapport avec Berlin devenu ainsi le seul arbitre de la situation de par la volonté Slovaque et la lamentable carence de nos gouvernements successifs.

Le Président Hacha trouva dans Hitler un homme décidé à appuyer les revendications Slovaques. C'était certainement l'intérêt du Reich d'agir dans ce sens, mais il ne pouvait non plus être question pour lui de renier en mars 1939 ses principes d'action de septembre 1938.

Ainsi amputée de la Slovaquie et, par voie de conséquence, de la Ruthénie, la Tchécoslovaquie, réduite aux deux provinces de Bohême et de Moravie, devenait un pays dont l'économie paralysée ne pouvait être revigorisée ni par la France, ni par l'Angleterre, mais seulement par le Reich dont les frontières l'entouraient de toutes parts.

Voilà pourquoi, sans consulter au préalable les deux grandes puissances occidentales, le Président Hacha prit la décision que l'on connaît.

Dire que l'Allemagne, par l'action de sa propagande et de sa diplomatie, n'a pas aidé les événements, cela est une autre histoire. Mais ce serait faire injure aux Tchèques que de prétendre qu'ils ont

céédé à la force au lieu de défendre leur Patrie jusqu'au dernier homme comme le firent les Belges et les Romains pendant la guerre. La vérité, banale peut-être, est qu'un mariage d'amour ou d'amitié, ils ont préféré un mariage de raison.

Sitôt le « Protectorat » établi, ce fut de par le monde un concert d'imprécations auquel la vertueuse Albion, loyale « protectrice » de nos îles normandes, de Gibraltar et de Malte, donna le ton.

Sans doute la nouvelle était peu plaisante, mais que faire devant le fait accompli, et, ce qui plus est : à la demande même des intéressés ?

Certes des réserves s'imposaient, et notre Gouvernement ne manqua pas de les formuler. Toutefois, il le fit avec une dignité et un sens de la mesure qui méritent des éloges.

Quant à la vieille Angleterre, son hypersensible conscience de spoliatrice repue s'agitait hystériquement d'indignation. On sait comment on en arriva à ce fameux système de garantie UNILATÉRAL, dont le caractère même en démontre l'inconséquence.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Les garanties données à tour de bras par 500.000 SOLDATS ANGLAIS et 5.000.000 DE FRANÇAIS ne nous conduisirent certainement pas vers les sentiers fleuris de la Paix.

Le journal le plus sérieux et le plus grave de la République, *Le Temps*, l'a proclamé sans ambiguïté :

« Les décisions britanniques comportent le risque de guerre. »

Guerre contre qui ? Contre l'Allemagne et l'Italie étroitement associées, car il est inutile pour l'instant de se bercer de l'illusion puérile d'obtenir de la seconde qu'elle se détache de la première.

L'action passée de ces deux puissances, les services qu'elles se sont rendus, les gages qu'elles se sont mutuellement donnés font qu'elles ont un intérêt indiscutable à rester en liaison, d'autant que d'étroites affinités idéologiques les unissent, qui leur commandent impérieusement d'opposer un front commun aux attaques de tous ceux qui, en France et en Angleterre, ont juré la perte des Etats totalitaires.

Rien ne sert pour l'instant, sous le couvert de tant de slogans hypocrites, de hurler après la mauvaise foi allemande et l'avidité italienne.

La vérité est qu'il existe un fait Allemand et un fait Italien contre lesquels personne ne peut s'inscrire en faux.

Et ce n'est pas la faute de nos 1.500.000 morts, ni celle de ceux qui en sont revenus, ni celle encore des mobilisables de demain si les choses en sont là, alors que rien de ce qui est ne serait advenu :

— Si les traités avaient consacré la paix des vainqueurs au lieu de celle des bavards ;

— Si la France n'était devenue le champ clos des luttes idéologiques et, par voie de conséquence, une nation trop longtemps sans prestige et sans force ;

— Si la Ruhr et la Rhénanie n'avaient été évacuées par anticipation ;

— Si Strasbourg ne s'était un jour trouvé sous le feu des canons allemands ;

— Si nos relations avec nos alliés et les autres peuples ne s'étaient trouvées affectées par l'action d'hommes d'Etat incapables et sectaires, tel Blum le « Grand Français » (Kerillis-la-Guerre dixit).

Marche après marche, nous avons descendu le piédestal où notre victoire nous avait hissés. Nous sommes désormais à la hauteur de l'allié que nous avions sous-estimé et du vaincu d'hier.

Il s'agit maintenant de savoir si, au nom des « démocrates », de la « liberté », de la « justice », ou d'une conception périmée de l'équilibre européen, nous sommes décidés à faire la guerre aux deux puissances totalitaires, ou bien, si nous sommes décidés à normaliser les faits Allemands et Italiens en les assurant solidement sur des bases définitives, ce qui mieux que n'importe quel système de garantie UNILATÉRAL donné à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce, pourquoi pas à la Laponie, assurera la paix du monde.

Mais j'entends déjà tous ceux qui, sincèrement, sont persuadés que l'Allemagne n'a qu'un but : écraser la France, s'écrier que la guerre entre elle et nous est fatale, et qu'il vaut mieux la faire tout de suite !

N'est-ce pas le chef de notre gouvernement qui, il y a peu de temps, émettait une opinion contraire en proclamant : NON LA GUERRE N'EST PAS FATALE.

Nous avons réussi à faire la paix avec notre ennemi-né et héréditaire : l'Anglais. Pourquoi n'y parviendrions-nous pas avec l'Allemagne ?

Voyons un peu ce qu'en pense Hitler lui-même.

Les Traités de Paix avaient créé pour l'Allemagne une situation humiliante qui devait lui devenir insupportable dès qu'elle eût récupéré ses forces, reconstitué son armée. Il faut le reconnaître

avec loyauté et bonne foi, et on le fera facilement si l'on veut se souvenir de nos rancœurs de vaincus d'avant 1914.

Ce fut en 1923, alors qu'il subissait comme tous les Allemands l'amertume de la défaite qu'Hitler écrivit *Mein Kampf*. Sans doute on peut considérer que ce livre est l'ébauche de la doctrine nationale-socialiste, mais ce serait commettre une erreur que de le considérer comme une Bible. Pas plus que les œuvres de Marx et d'Engels ne représentent les commandements communistes et socialistes, *Mein Kampf* ne représente les commandements nationaux-socialistes. Ce qui compte dans le *Capital* comme dans *Mein Kampf*, c'est l'esprit et non les textes.

La propagande antifasciste a pris grand soin de nous rappeler à diverses reprises que Hitler avait dans son livre exprimé sa volonté formelle d'abattre la France.

Mais elle s'est bien gardée de nous informer qu'il avait également écrit que cette entreprise était nécessaire par notre politique traditionnelle de morcellement du Reich, d'occupation de la rive gauche du Rhin, d'asservissement de l'Allemagne.

Elle s'est bien gardée également de nous informer que Hitler a aussi écrit, et nous citons :

« QUE CETTE ENTREPRISE SERA PUREMENT NEGATIVE,
« PARCE QUELLE NE CONSTITUE A AUCUN DEGRE UN BUT
« DE LA POLITIQUE ETRANGERE ALLEMANDE, MAIS SEU-
« LEMENT LE MOYEN POUR CELLE-CI DE REALISER SES OB-
« JECTIFS POSITIFS QUI SONT A L'EST ET NON PAS A
« L'OUEST, ET N'ONT RIEN A VOIR AVEC L'INTEGRITE DU
« TERRITOIRE FRANÇAIS. »

Voilà des textes inconnus du public qui permettent de comprendre l'attitude nouvelle d'Hitler lorsqu'il s'efforce d'établir avec la France des rapports de bon voisinage, persuadé qu'après l'évacuation de la Ruhr, celle de la Rhénanie, l'abandon des réparations et le plébiscite de la Sarre, notre pays a enfin renoncé à sa politique traditionnelle envers l'Allemagne.

Et c'est très vraisemblablement pour entériner en quelque sorte cette politique de rapprochement franco-allemand que fut signé à Paris la récente déclaration franco-allemande.

J'entends bien, on viendra nous dire : « Mais, depuis, il y a eu le démantèlement de la Tchécoslovaquie, Memel, et puis, demain, il y aura peut-être Dantzig. »

Nous pourrions nous contenter de répondre que cela ne menace en rien nos intérêts vitaux pas plus que ne les menaceraient le rattachement éventuel de Dantzig au Reich. Mais nos consciences de Français ont d'autres exigences.

C'est pourquoi, analysant dans un numéro spécial l'affaire tchécoslovaque, nous sommes arrivés à l'indiscutable conclusion que la France n'avait ni renié sa signature, ni forfait l'honneur en septembre dernier, pas plus qu'en mars 1939, comme on l'a vu plus haut.

Et répétons-le une fois encore pour les aveugles et les sourds : les Sudètes étaient allemands, tout comme les habitants de Memel, tout comme ceux de Dantzig ; et Tchèques et Slovaques ont disposé d'eux-mêmes, sans l'ombre d'une protestation, VOILA LA VERITE, LA SEULE QUI COMPTE, CELLE DONT ON DOIT ETRE PENE-
TRE JUSQU'AUX MOELLES.

Mais il est bien certain que croire à la possibilité de la paix entre la France et l'Allemagne ne veut pas dire qu'il faille se laisser aller à un optimisme béat.

Hitler a affirmé qu'il n'avait aucune intention belliqueuse contre nous. Enregistrons ce fait avec satisfaction en élevant toujours notre potentiel militaire à un degré tel qu'il nous permette d'être parés contre un coup de surprise pour l'instant improbable. Improbable surtout parce que les Etats-Unis, l'Angleterre et la France mettraient dans ce cas en commun leurs formidables moyens pour infliger à l'Allemagne la plus effroyable des défaites, et cela Hitler le sait.

Mais, en même temps, le Reich de 86 millions d'habitants nous a dit sa volonté de récupérer les territoires allemands qui lui ont été enlevés en 1919, et également la nécessité dans laquelle il se trouvait de rechercher en Europe sud-orientale une zone d'influence économique telle qu'elle lui permette d'harmonieusement équilibrer sa consommation et sa production.

La question est de savoir si la France et l'Angleterre, puissances impériales heureusement nanties dont l'influence économique s'exerce sur les 3/4 du globe, répondront affirmativement ou négativement.

Il s'agit maintenant pour notre gouvernement qui jusqu'alors a parlé haut et clair et suivi une politique réaliste, de montrer que la France n'est pas devenue le fantassin de l'Angleterre, pas plus qu'elle n'entend devenir la vassale de l'Allemagne et de l'Italie.

VOILA QUI LUI DICTE SON DEVOIR. ARMER, TOUJOURS ARMER POUR ETRE FORTS ET RESPECTES, MAIS NE SE REFUSER A AUCUNE NEGOCIATION QUI POURRAIT ASSURER LA PAIX DANS L'HONNEUR ET L'INTEGRITE DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

JOHN BULL

L'EMBUSQUÉ N° 1

de la prochaine dernière

Or donc, le 31 mars, M. Chamberlain annonçait aux Communions que si l'indépendance de la Pologne était menacée et que celle-ci jouerait vital de la défense, l'Angleterre se tiendrait pour obligée de l'aider, et la France également.

Le 3 avril, nouveau pas en avant du Premier anglais déclarant que l'engagement pris envers la Pologne a un caractère général s'appliquant à tout pays dont l'indépendance serait également menacée.

De quoi s'agit-il ?

A la vérité, il ne s'agit pas pour la Grande-Bretagne de défendre l'indépendance des petites nations : telles la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, PUISQUE AUSSI BIEN ELLE VIENDRAIT DE LAISSER L'ITALIE CONQUÉRIR L'ALBANIE. Il s'agit simplement pour l'Angleterre de reprendre, pour la seule sauvegarde de ses intérêts, sa politique traditionnelle d'équilibre européen qui nous a valu jusqu'à ce jour tant de guerres, tant de massacres.

La vertueuse Albion aux 37 millions et demi de km² de terres impériales arrachées par la fer et le feu à tous les peuples du globe, ne veut pas tolérer en Europe une puissance qui occuperait une situation prédominante.

C'est l'Allemagne qui est aujourd'hui la cible des banquiers et des marchands de la Cité. Cela UNIQUEMENT parce que la politique sud-orientale de cette nation les inquiète, en menaçant de concurrencer leurs intérêts mercantiles en Roumanie et ailleurs, où le pétrole était jusqu'alors monopole anglais.

Qu'on ne s'y trompe pas.

Le principe traditionnel de la politique britannique, la doctrine pratiquée de tous temps par ses hommes d'Etat, c'est son intérêt exclusif. Pendant des siècles l'Angleterre a guerroyé pour conquérir des territoires, pour asservir des peuples, mais elle a toujours considéré son action comme une manifestation légitime de son droit et c'est avec une monstrueuse sincérité qu'elle a subordonné les principes de la morale à ce qu'elle appelle les intérêts anglais.

Pour elle, justice, humanité, liberté, paix, guerre, sont des affaires de finance.

Et nous défions quiconque de nous citer, dans l'histoire de ses relations extérieures, un seul acte de dévouement, de désintéressement.

La politique à l'égard de la France, on la connaît.

Après avoir brûlé Jeanne d'Arc, enchaîné Napoléon I^{er} au rocher de Sainte-Hélène et laissé écorner la France de Napoléon III, elle porte l'horrible responsabilité de la guerre de 1914, dont on peut dire qu'elle n'aurait pas eu lieu, si répondant à l'appel du Président Poincaré, elle avait parlé plus vite et plus haut.

Après l'armistice, reprenant son éternelle politique d'équilibre, elle ferma les yeux sur les manœuvres allemandes, qui chaque fois faisaient descendre la France (devenue trop puissante à ses yeux) une marche du piédestal où l'avait hissé ses 1.500.000 morts.

Souriante, Britannia fit donner feu LAWRENCE dans le Rif et chez les Druzes, provoquant le massacre de milliers de nos soldats.

Puis en 1935, et en contradiction formelle avec leurs engagements de Londres et de Stresa, nos bons amis d'outre-Manche négocièrent avec l'Allemagne le fameux traité naval anglo-allemand, et le signèrent... le jour anniversaire de la bataille de Waterloo ! Magnifique exemple de répudiation de la parole donnée et de... délicatesse anglaise !

Ce furent ensuite la reniternisation des territoires rhénans et l'Anschluss, toutes choses que la Grande-Bretagne nous conseilla impériativement de regarder sans broncher.

C'est elle enfin qui par sa politique stamioniste envers l'Italie (1935) a jeté notre ex-allié dans les bras de Berlin.

En bref, on peut dire que l'Angleterre a délibérément pris la responsabilité du redressement allemand.

Aussi rest-t-on confondu de la voir aujourd'hui se lever, Bible en main, pour prendre contre le Reich la défense du droit, comme si elle en avait... le droit !

L'Allemagne est ce qu'elle est, parce que tu l'as voulu, John Bull.

Tu cries au scandale parce que les Tchèques sont sous protectorat allemand, parce que Memel hier est revenu au Reich, parce que Dantzig reviendra demain et parce que l'Italie a conquis l'Ethiopie et l'Albanie !

Ta mémoire est bien courte.

Oublies-tu que tu as mitraillé en Irlande, fusillé aux Indes, sabré au Caïre et que tu assassines en Palestine ?

Oublies-tu par quel maître coup de force, après guerre, tu t'es adjugé l'Irak et ses puits de pétrole ?

Oublies-tu que tu es resté impassible quand les Soviets ont écorché la Georgie, quand le Japon s'est emparé du Mandchoukouo.

Ah ! sans doute tu as rugi quand l'Italie s'est emparée de l'Ethiopie, mais il t'agissait de ton NIL, et de TA route maritimes des Indes.

Aujourd'hui tu rugis encore à propos de l'affaire tchèque alors que le véritable motif de ta rage est la signature de l'accord commercial roumano-allemand qui menace TON pétrole et TA route aérienne et terrestre des Indes.

Va, tu ne trompes personne.

Mais assez d'hypocrisies et parlons franc.

En Europe, deux nations possédantes sont face à face avec deux nations prolétaires. On dit démocraties et dictatures.

Les deux nations possédantes, Angleterre et France, ne se sont pas rapprochées par philanthropie, mais elles ont fait un accord de raison.

Imposée par la nécessité, leur association a pour but la défense commune de leurs patrimoines, ce qui leur impose des devoirs et des obligations communes pour la sauvegarde de leurs intérêts vitaux.

La France a donné un congé poli à son Parlement, rappelés des réservistes, décrété les 60 heures dans ses usines de guerre.

Qu'a fait l'Angleterre ? Elle accélère ses constructions navales et sérieuses, cependant que ses jeunes hommes en âge de servir le pays, continuent comble par le passé à boire leur tasse de thé en honteant la conscription.

Eh bien ! non, John Bull. Le palomier d'un des avions ne voit pas la vie d'un ouvrier ou d'un paysan de chez nous. La France n'est pas ta donneuse de sang !

Tu veux parler haut, gesticuler, amener l'Europe, promettre une aide militaire en ton nom et au nôtre, à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce et à d'autres.

As-tu des fantassins à aligner sur les champs de bataille ? As-tu de la chair à canon à distribuer de la Baltique à la mer Noire, de la mer du Nord à l'Adriatique et à la Méditerranée ?

Non ! Alors fous-nous la paix, et écoute un peu.

Nos intérêts généraux et vitaux communs, John Bull, ils sont dans le monde : nos empires, et en Europe : dans la garantie de l'intégrité de la Hollande, de la

Belgique, du Luxembourg et de la Suisse.

Hormis cela nos intérêts particuliers se confondent un peu partout, tant en Pologne qu'en Yougoslavie et en Roumanie.

Mais contrairement à toi, vois-tu, nous sommes persuadés que l'indépendance de ces pays peut très bien être sauvegardée sans guerre, même si TON commerce doit en souffrir.

Certes, cela ne veut pas dire que nous ayons à nous désintéresser de la politique internationale, mais cela ne veut dire non plus que nous ayons à mettre chapeau bas et à l'obéir au doigt et à l'œil lorsque tu nous ordonneras de nous ruer sur un quelconque de nos voisins.

Le temps n'est plus où avec ton or tu pouvais créer des coalitions, lever des armées de mercenaires sur le continent. Aujourd'hui, si tu veux sauver ta peau, il faudra que tes fils en âge d'être enrôlés se résignent à servir la LOYALE Angleterre.

Et puis tu sais bien que tu as besoin de nous autant que nous avons besoin de toi, ce qui nous permet de te mettre tranquillement et cyniquement le marché en main.

Notre carcasse contre la tienne, ou alors... le mot de Cambroune.

Georges DELHAUME.

Ces Messieurs de la Politicaille

HENRI DE KERILLIS

Parmi l'innombrable troupeau des politiciens, non affairistes bien sûr, et sincères naturellement, on peut dire que Henri de Kerillis occupe une place de choix.

De mauvaises langues prétendent qu'il eût quelque peine à devenir un des ténors du journalisme, mais on dit tant de choses.

D'autres insinuent qu'il n'a réussi à prendre pied au Parlement, que seulement après de retentissantes fessées électorales, dont les plus sévères lui auraient été administrées, de main de maître, par Dommenge l'actuel député du 7^e arrondissement.

Dieu ! faut-il que le monde soit méchant ! Car lorsqu'on sait qu'à l'époque de sa toute dernière candidature, Henri de Kerillis disposait seulement d'un quotidien à grand tirage, l'« Echo de Paris » et de quelques petits millions de la Caisse du Centre de Propagande, on peut s'imaginer quel courage civique, quel esprit de lutté il lui fallait pour oser se présenter à... Neully, où le député du cru lui... sacrifiait son siège et le patronnat.

Supérieurement doué physiquement, bien que maigrelet et parcheminé de visage comme une vieille Indienne, il n'est certes pas un tribun, desservi un tantinet par un organe d'une fluidité excessive.

Mais il faut l'écouter à son cours d'orateur, au cours des séances carillonnées par le réveil-matin, pour se sentir ému jusqu'aux larmes par la sincérité de son accent et la profondeur de sa pensée.

Toute sa vie politique n'est que droiture et loyauté.

Les exemples abondent.

Dans un quartier parisien il n'hésita pas, en 1936, à patronner officiellement, à une élection municipale, un ex-radical à la « Gazette du Franc », ancien fondé de pouvoir de la Fonderie du Nord de la France, deux sociétés qu'escroquèrent plus d'un milliard à l'épargne française.

La même année, toujours à Paris (XVI^e arrondissement), il entra farouchement dans la lutte électorale, pour faire battre le député sortant, un National, vieillard fort allègre, qui, bien que dégagé de ses obligations militaires pendant la guerre, s'était engagé, puis blessé était retourné au front sur sa demande.

Enfin, l'an dernier, Henri de Kerillis, après M. Herriot, donnait le baiser de paix à Léon Blum, qu'il naturalisait « grand Français ».

Septembre 1938, le vit frénétiquement exiger qu'on fasse la guerre pour la Tchecoslovaquie, dût notre aviation périr.

Et pour clore le chapitre d'une vie si bellement remplie, rappelons qu'après avoir affirmé qu'en son état et conscience il ne pouvait accorder sa confiance au gouvernement Daladier et voter contre lui, il n'hésita pas à se déjurer vingt-quatre heures plus tard, affirmant, dans l'« Epoque », et en caractères d'affiche, qu'il faisait « crédit à Daladier ».

Grand maître de l'« Echo de Paris », il s'honora, sans nul doute, de conserver comme collaborateur l'éminent Pertinax, bien connu des amateurs de nouvelles VRAIES.

Directeur du journal l'« Epoque », il a pratiquement réalisé l'union nationale autour de sa feuille, puisqu'aujourd'hui depuis septembre dernier, se « Populaire » et l'« Humanité » ne lui ménagent pas leurs slogans.

Directeur du Centre de Propagande des Républicains Nationaux, organisme de propagande nationale par la parole, le tract et l'affiche, il fournit ses orateurs, qui sont justement rétribués par leurs employeurs, expédia gracieusement ses tracts et affiches, contre remboursement, si leur valeur n'est pas jointe à la commande.

En bref, Henri de Kerillis, a œuvré et œuvre heureusement pour la France et pour la Paix, dans un esprit d'admirable désintéressement.

Adrien GEORGES

FRANÇAIS!

Alors qu'à nos frontières des régimes croulent ou se transforment dans l'horreur des batailles ou sous la menace des armes,

Alors que la situation européenne et mondiale est telle que tous les partis politiques proclament à l'envi la nécessité de réaliser l'union des citoyens.

Il importe que s'affirme la volonté commune de tous les Français de se soumettre à toutes les disciplines, de se tenir prêts à tous les sacrifices et d'affronter tous les périls pour la défense de la Patrie, si elle était menacée.

Les vies de nos vieux, celles de nos femmes, de nos enfants et les nôtres dépendent de notre énergie à construire cette UNION DES FRANÇAIS que nous avons l'incomparable privilège de pouvoir faire dans la paix et pour la paix, alors qu'il y a 26 ans, des millions de fils de France l'ont hélas, réalisée dans la plus sanglante des boucheries humaines.

Posant en principe que toutes les idéologies sont belles et respectables en soi, nous combattons cependant sans merci toutes celles qui voudraient voir notre FRANCE à la remorque de mystiques étrangères quelles qu'elles soient.

Et la stérilité des luttes politiques étant surabondamment démontrée par les leçons du passé, nous proposons aux Français un programme minimum d'action qui puisse permettre aux uns et aux autres de se mettre d'accord pour réaliser L'UNION FRANÇAISE sans laquelle rien de beau, de grand et de durable ne peut être envisagé et réalisé, et sans laquelle surtout la PATRIE ne peut être sauvée.

Nous voulons réaliser

L'Union des Français :

● Par la liquidation politique des incapables, des démagogues, des repus et des traîtres, quels que soient les partis auxquels ils appartiennent.

● Pour restituer toute son autorité et toute son indépendance à l'Etat souverain maître et arbitre, depuis trop longtemps aux ordres des chefs de Paris, des potentats des Congrégations Economiques et des maîtres des Syndicats.

● Pour le redressement économique par une production accrue dans la paix, la solidarité et la justice sociale, et en particulier dans le respect des lois qui protègent la liberté individuelle, la liberté du travail et la propriété.

● Par une politique extérieure qui tient compte de la réalité des faits et non des affronts idéologiques de certains partis adhérents à feu le Front Populaire ou à feu le Front National.

● Pour enfin un réarmement intensif qui portera au maximum notre force militaire, afin de pouvoir défendre partout les frontières de la France et l'intégrité de son empire.

Un tel programme doit faire l'union des volontés et des énergies françaises.

FORCES FRANÇAISES s'en inspirera pour mener ses campagnes et démontrer aux citoyens de toutes classes et de toutes conditions qu'il n'est pas nécessaire d'arborer telle ou telle cocarde pour sentir, parler, et agir humanement, socialement, en français.

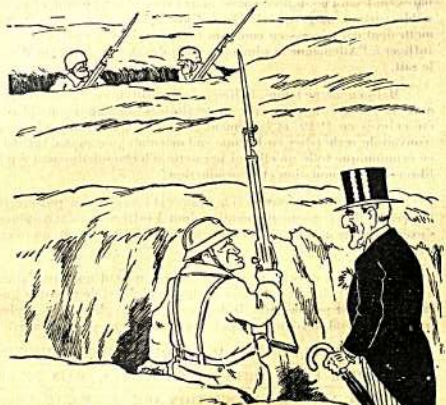
A nos lecteurs,

Notre dernier numéro nous a valu de très nombreuses lettres de sympathique encouragement, en même temps que près d'un millier d'abonnements.

Nous avons cru devoir retourner les fonds qui nous sont ainsi parvenus parce que nous n'étions pas, à l'époque, en mesure d'assurer une parution régulière.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'informer nos amis qu'à très bref délai nous allons pouvoir sortir hebdomadairement, et nous proposons d'en avertir en temps utile tous ceux qui nous ont manifesté de l'intérêt.

LA DIRECTION.



HISTOIRE SANS PAROLES